



## « 20 Minutes » : rassemblement de soutien à Lise, victime de transphobie

Le SNJ-CGT, le SNME-CFDT et l'Association des journalistes lesbiennes, gays, bi-e-s, trans et intersexes (AJL) organisent mercredi 25 juin à midi un rassemblement de soutien à Lise (1), qui a été victime de transphobie de la part de son employeur, *20 Minutes*. Cette initiative a lieu à l'occasion d'une réunion extraordinaire du Comité social et économique (CSE), qui doit marquer le début de l'enquête sur ces faits.

Le 28 mai, le SNJ-CGT et le SNME-CFDT dénonçaient dans un communiqué ([lire ici](#)) « les propos et l'attitude transphobes et sexistes du directeur général de *20 Minutes*, à l'encontre de notre camarade Lise, déléguée syndicale CGT, lors d'une réunion de négociation au sein du journal », qui avait eu lieu quelques jours plus tôt.

*« Alors que Lise reprenait la parole, le DG s'est permis de l'imiter d'une voix efféminée, d'adopter une posture digne des pires clichés, avant de la qualifier de "clown" devant plusieurs membres de l'encadrement et des représentantes syndicales. Un comportement humiliant et discriminatoire, constitutif de transphobie, qui a profondément choqué Lise, l'ayant conduite à quitter la réunion en larmes, en état de choc »,* détaillaient nos deux syndicats.

Le SNJ-CGT et le SNME-CFDT réclamaient alors « une réponse immédiate et exemplaire de la direction de *20 Minutes* » et insistaient : « Les actes transphobes et sexistes n'ont pas leur place au travail. Ils ne relèvent ni de l'humour ni du malentendu. Ce sont des violences et ils doivent être reconnus et traités comme tels. »

L'écho qu'a eu notre communiqué, notamment via la reprise de nos informations dans plusieurs médias, a incité la direction à annoncer « l'ouverture d'une enquête interne, aidée de l'Inspection du travail et de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) ». Alors que rien n'avancait, l'inspectrice du travail du secteur s'est auto-saisie, notamment sur la base des faits rapportés par la presse.

Nous attendons toujours les garanties que l'enquête initiée par la direction se tiendra dans de réelles conditions d'indépendance et qu'elle débouchera sur des décisions concrètes, de réparation et de sanction si nécessaire.

L'absence de tout message d'excuses envers Lise et de toute mesure conservatoire nous fait en effet douter que la direction de *20 Minutes* ait pris conscience de la gravité des faits que nous avons dénoncés. Les actionnaires de *20 Minutes*, qui se réuniront le 27 juin, ne doivent pas non plus s'exonérer de leurs responsabilités.

De nombreux messages de soutien, notamment de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), de collègues de *20 Minutes*, d'élus CSE d'autres filiales du groupe Rossel (actionnaire de *20 Minutes*) seront lus lors du rassemblement.

Nous invitons les organisations professionnelles et associations qui le souhaitent à participer à cette action de soutien.

**Paris, le 24 juin 2025.**

(1) Devant l'entrée de l'immeuble de 20 Minutes, 159 rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret (métro ligne 3).